



NON aux reculs sociaux ! NON à la casse des services publics ! Un juste partage des richesses produites

Les Unions départementales CGT, FO, FSU et Solidaires de la Mayenne appellent l'ensemble des salariés du privé et du public, les jeunes, les privés d'emplois, les retraités à se mobiliser massivement pour la satisfaction de nos revendications :

- ✚ Augmentation générale des salaires, pensions, retraites, minima sociaux et du SMIC.
- ✚ Retrait du projet de loi de destruction de la fonction publique.
- ✚ Défense de l'hôpital public, amélioration de l'accès aux soins : retrait du projet de loi Buzin.
- ✚ Renforcement de la sécurité sociale financée par les cotisations.
- ✚ Abrogation des ordonnances et de la loi travail.
- ✚ Droit à l'instruction : retrait de la réforme Blanquer et de Parcoursup.
- ✚ Non aux privatisations - Abrogation de la loi PACTE.
- ✚ Non aux attaques sur l'assurance chômage.
- ✚ NON A LA RETRAITE PAR POINTS : maintien du système solidaire de retraite par répartition, du code des pensions, de la CNRACL (Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales).

**Manifestation départementale
Mardi 19 mars 2019 à 10h30
Rassemblement devant la Préfecture à Laval
suivi d'un défilé dans les rues de Laval**

La situation sociale en France est marquée par l'expression diverse et multiple d'un mécontentement social grandissant par l'aspiration à une véritable justice sociale et fiscale.

Ne répondant pas aux attentes des français, le président Macron entend accélérer ses contre-réformes. Le gouvernement est engagé depuis 18 mois dans une entreprise de démolition de notre modèle social, de nos acquis sociaux.

Pouvoir d'achat : le gouvernement distribue des milliards aux plus riches. La France est championne de distribution de dividendes (57.4 milliards en 2018). Pour le reste de la population, c'est un pouvoir d'achat en berne et on nous répète qu'il faut être raisonnable et faire des efforts. Exigeons la justice sociale.

Les ordonnances Macron-Pénicaud ont bouleversé le code du travail et rendu possible une formidable surexploitation des salariés.

Avec la loi Buzin plan « ma santé 2022 », sera-t-il possible de se soigner demain ? Plus de 500 hôpitaux devraient être supprimés de la carte et transformés en « hôpitaux de proximité » avec la fermeture de nombreux services dont des maternités, des services de chirurgie et urgences. Des milliers de lits sont supprimés. Le personnel est épuisé faute de moyens.

Assurance chômage : le gouvernement, avec la complicité du patronat, veut faire 3 milliards d'euros d'économie sur le dos des privés d'emploi rendus responsables de leur situation.

Avec la loi Blanquer : dite « école de la confiance », le gouvernement programme la liquidation de l'école publique et renforce la sélection sociale (réforme du lycée et du bac)

Avec le plan Darmanin CAP 2022 : c'est le démantèlement du statut de la fonction publique, l'abandon de pans entiers de missions de services publics, la fermeture des services publics, la suppression de 120 000 postes, la précarisation des emplois, l'individualisation de la rémunération...

Répression syndicale et sociale : les organisations syndicales dénoncent les mesures de répressions et discriminations à l'encontre des syndicalistes et de toutes celles et ceux qui luttent. La nouvelle loi dite « anti casseurs » constitue une atteinte aux libertés et droits fondamentaux, elle vise à limiter toute contestation. Elle permet d'interdire de manifester sur simple décision des Préfets, mettant à mal la séparation des pouvoirs judiciaires et politiques.

Réforme des retraites : le gouvernement est engagé dans la mise en œuvre d'un plan de suppression de notre système de retraite. Tous les gouvernements successifs ont rogné nos droits en allongeant la durée de cotisation, en modifiant à la baisse les règles de calcul du montant des retraites, en augmentant l'âge de départ. Ce qui est en cause aujourd'hui, c'est la disparition de notre régime de retraite solidaire et intergénérationnelle et la baisse programmée du niveau des retraites.

Il est plus que temps de réagir ensemble : public, privé, lycéens, étudiants, privés d'emplois et retraités.

Mardi 19 mars

Grève et mobilisation

Ensemble, faisons reculer le gouvernement